NORMANDIE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°R28-2016-0143

## PUBLIÉ LE 30 DÉCEMBRE 2016

# Sommaire

**Agence Régionale de Santé de Normandie**

R28-2016-12-14-004 - ARRETE PORTANT FIXATION DU MONTANT DU FORFAIT ALLOUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 162-22-9-1 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE (45 pages) Page 3

R28-2016-12-14-005 - ARRETE PORTANT FIXATION DU MONTANT DU FORFAIT ALLOUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 162-22-9-1 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE (34 pages) Page 49

R28-2016-12-28-002 - Décision fixant la programmation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) pour les établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap relevant de la compétence tarifaire propre de l'ARS ou conjointe avec les Départements sur la période 2016 à 2021 (42 pages) Page 84

**Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie**

R28-2016-12-08-014 - Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de L'EURE - décembre 2016 (6 pages) Page 127

R28-2016-12-08-007 - Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de l'Orne - décembre 2016 (6 pages) Page 134

R28-2016-12-08-012 - Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de l'Orne - décembre 2016 (5 pages) Page 141

R28-2016-12-08-006 - Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - décembre 2016 (3 pages) Page 147

R28-2016-12-08-013 - Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - décembre 2016 (3 pages) Page 151

R28-2016-12-08-008 - Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de Seine-Maritime - novembre 2016 (10 pages) Page 155

R28-2016-12-08-010 - Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de Seine-Maritime - novembre 2016 (4 pages) Page 166

R28-2016-12-08-009 - Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département du Calvados - décembre 2016 (5 pages) Page 171

R28-2016-11-23-006 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM27/SEATR/16-0039 (4 pages) Page 177

Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2016-12-14-004

# ARRETE PORTANT FIXATION DU MONTANT DU FORFAIT ALLOUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 162-22-9-1 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270000086 - Raison sociale : CH GISORS

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **18 540 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000013 - Raison sociale : CH PUBLIC DU COTENTIN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **122 700 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000039 - Raison sociale : HOPITAL LOCAL DE CARENTAN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **3 200 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000112 - Raison sociale : CH MEMORIAL DE SAINT-LO

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **95 492 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000393 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER COUTANCES

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **20 271 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000146 - Raison sociale : POLYCLINIQUE DE LA BAIE-ST MARTIN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **21 516 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000203 - Raison sociale : POLYCLINIQUE DE LA MANCHE - SAINT-LO

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **9 682 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000401 - Raison sociale : CLINIQUE DR. H. GUILLARD

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **8 038 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500002357 - Raison sociale : POLYCLINIQUE DU COTENTIN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **15 949 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500021316 - Raison sociale : CENTRE DE DIALYSE D'AVRANCHES

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **3 460 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000054 - Raison sociale : CH AVRANCHES-GRANVILLE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **88 642 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 500000096 - Raison sociale : CH ST HILAIRE DU HARCOUET

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **6 529 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140000118 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER DE FALAISE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **31 149 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140000159 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER DE VIRE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **23 251 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140002254 - Raison sociale : ANIDER

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **20 358 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140002619 - Raison sociale : HAD CROIX-ROUGE (CAEN)

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **8 219 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140000035 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER DE LISIEUX

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **82 530 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140000084 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER D'AUNAY S/ODON

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **4 111 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140000092 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER DE BAYEUX

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **45 208 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140000100 - Raison sociale : CHU COTE DE NACRE - CAEN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **410 817 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140000555 - Raison sociale : CENTRE FRANCOIS BACLESSE - CAEN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **87 669 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140002452 - Raison sociale : CLINIQUE MISERICORDE - CAEN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **19 110 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140026279 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER DE LA COTE FLEURIE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **14 527 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140000290 - Raison sociale : CLINIQUE NOTRE-DAME (VIRE)

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **11 387 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140016759 - Raison sociale : POLYCLINIQUE DU PARC

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **43 408 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140016155 - Raison sociale : HAD BAYEUX

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **4 336 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140017237 - Raison sociale : CHP ST MARTIN CAEN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **90 301 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140018730 - Raison sociale : POLYCLINIQUE DE LISIEUX

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **10 242 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 140026709 - Raison sociale : POLYCLINIQUE DE DEAUVILLE-CRICQUEBOEUF

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **11 614 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610780074 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER L'AIGLE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **22 698 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610790594 - Raison sociale : CH INTERCOMMUNAL DES ANDAINES

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **13 834 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610006256 - Raison sociale : HAD Mortagne

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **1 444 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610005837 - Raison sociale : HAD ALENÇON

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **1 391 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610004269 - Raison sociale : SERVICE D'HOSPITALISATION À DOMICILE ARGENTAN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **839 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610007155 - Raison sociale : HAD - LA FERTE MACE (ANTENNE ALENCON)

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **540 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610780082 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER ALENCON

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **81 046 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610780090 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER ARGENTAN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **45 478 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610780124 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER MORTAGNE AU PERCH

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **7 046 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610780165 - Raison sociale : CENTRE HOSPITALIER JACQUES MONOD - FLERS

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **58 466 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610006421 - Raison sociale : CLINIQUE D'ALENCON

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **6 856 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 610780199 - Raison sociale : CLINIQUE ST DOMINIQUE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **5 555 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780791 - Raison sociale : CLINIQUE DES ORMEAUX

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **23 444 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780825 - Raison sociale : CLINIQUE DE L'ABBAYE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **7 967 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760016659 - Raison sociale : HAD CAUX-MARITIME ADIR

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **2 445 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760021329 - Raison sociale : HOPITAL PRIVE DE L'ESTUAIRE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **63 795 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2016-12-14-005

# ARRETE PORTANT FIXATION DU MONTANT DU FORFAIT ALLOUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 162-22-9-1 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270000060 - Raison sociale : CH BERNAY

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **23 302 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780064 - Raison sociale : CH NEUFCHATEL-EN-BRAY

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **2 363 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780254 - Raison sociale : HL YVETOT

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **2 497 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780742 - Raison sociale : CHI CAUX VALLEE DE SEINE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **18 556 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760783035 - Raison sociale : HOPITAL ECOLE DE LA CROIX ROUGE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **12 945 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780197 - Raison sociale : CLINIQUE LES AUBEPINES

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **3 824 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760027292 - Raison sociale : POLYCLINIQUE MEGIVAL

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **12 774 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760025312 - Raison sociale : CLINIQUE MATHILDE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **51 456 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270019649 - Raison sociale : HAD DE BERNAY ET DE PONT-AUDEMER (PONT-AUDEMER)

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **2 025 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270016058 - Raison sociale : HAD EURE-SEINE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **6 056 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760783159 - Raison sociale : CLINIQUE DES ESSARTS

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **2 103 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780726 - Raison sociale : CH LE HAVRE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **190 099 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780734 - Raison sociale : CH FECAMP

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **30 294 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780783 - Raison sociale : CLINIQUE TOUS VENTS

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **6 422 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760000166 - Raison sociale : CLCC HENRI BECQUEREL ROUEN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **73 648 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760024042 - Raison sociale : CHI ELBEUF-LOUVIERS VAL DE REUIL

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **102 127 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780023 - Raison sociale : CH DIEPPE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **77 173 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780056 - Raison sociale : CH EU

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **4 691 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780239 - Raison sociale : CHU ROUEN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **504 608 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780262 - Raison sociale : CH DU BELVEDERE MONT-SAINT-AIGNAN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **25 442 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780205 - Raison sociale : CLINIQUE SAINT ANTOINE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **4 736 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780510 - Raison sociale : CLINIQUE DU CEDRE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **31 307 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780619 - Raison sociale : CLINIQUE SAINT HILAIRE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **42 057 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760780668 - Raison sociale : CLINIQUE CHIRURGICALE D'YVETOT

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **6 514 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760921718 - Raison sociale : A.N.I.D.E.R

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **7 787 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760917773 - Raison sociale : A.N.I.D.E.R

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **19 093 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760921106 - Raison sociale : A.N.I.D.E.R

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **396 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760921809 - Raison sociale : CLINIQUE DE L'EUROPE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **52 088 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 760020529 - Raison sociale : HAD DU CÈDRE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **3 147 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270000862 - Raison sociale : CLINIQUE BERGOUIGNAN

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **11 874 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270000326 - Raison sociale : CLINIQUE PASTEUR

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **19 337 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016

Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270023724 - Raison sociale : CH EURE-SEINE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **146 022 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270000110 - Raison sociale : CH VERNEUIL-SUR-AVRE

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **8 365 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

**Arrêté portant fixation du montant du forfait**
**alloué en application de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale**

**Bénéficiaire** : N° FINESS : 270000102 - Raison sociale : CH PONT-AUDEMER

**Le directeur général adjoint,**
**Directeur général par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Normandie**

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-9-1 et R.162-42-1-3 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2016 fixant, pour l'année 2016, le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er**

Le montant du forfait alloué en application de l'article L.162-22-9-1 susvisé est fixé à **11 384 euros.**

**Article 2**

Les recours contre le présent arrêté sont à former auprès du secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Normandie, dans un délai d'un mois à compter de la notification ou, selon le cas de la publication du présent arrêté.

**Article 3**

Le directeur général adjoint, Directeur général par intérim de l'Agence régionale de Santé de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Normandie.

Fait à Caen, le 14 DEC. 2016
Le directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

1

Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2016-12-28-002

# Décision fixant la programmation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) pour les établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap relevant de la compétence tarifaire propre de l'ARS ou conjointe avec les Départements sur la période 2016 à 2021

Agence Régionale de Santé Normandie

**DECISION FIXANT LA PROGRAMMATION DES CONTRATS PLURIANNUELS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS(CPOM) POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES MEDICO-SOCIAUX POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP RELEVANT DE LA COMPETENCE TARIFAIRE PROPRE DE L'ARS OU CONJOINTE AVEC LES DEPARTEMENTS SUR LA PERIODE 2016 A 2021**

**LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT**
**DIRECTEUR GENERAL PAR INTERIM DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DE NORMANDIE**

Vu le code de l'action sociale et des familles;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu l'article 75 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 prévoyant l'obligation de signature d'un CPOM avec l'ARS à partir du 1er janvier 2016 pour les établissements et services pour personnes en situation de handicap de compétence tarifaire propre de l'ARS ou conjointe avec les conseils départementaux ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2016 portant nomination de M. Vincent KAUFFMANN en qualité de directeur général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Normandie à compter du 1er décembre 2016 ;

Vu la circulaire N°DGAS/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens prévu à l'article L.313-12 du CASF.

**DECIDE**

**ARTICLE 1er :** Le directeur général par intérim de l'agence régionale de santé de Normandie arrête sur six ans, à compter du 1er janvier 2016, la programmation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens des établissements et services pour personnes en situation de handicap de compétence tarifaire propre de l'ARS ou conjointe avec les Conseils départementaux.

**ARTICLE 2** : La programmation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, sur la période 2016 à 2021, des établissements et services pour personnes en situation de handicap de compétence tarifaire propre de l'ARS ou conjointe avec les Conseils départementaux figure en annexe du présent arrêté. Cette programmation peut être ajustée chaque année.

Agence régionale de santé de Normandie
Espace Claude Monet
2 place Jean Nouzille
CS 55035
14050 CAEN cedex 4

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen, dans le délai franc de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région Normandie.

**ARTICLE 4 :** La Directrice de l'autonomie de l'ARS de Normandie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région Normandie et de la préfecture du Calvados et au bulletin officiel du département du Calvados.

Fait à CAEN, le 28 DEC. 2016

Le Directeur général adjoint,
Directeur général par intérim,

Vincent KAUFFMANN

# 2016

**ADPEP 76**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2016**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| C.R.A. "Beethoven" | 76 |
| CAMSP "Beethoven" | 76 |
| CMPP "Kergomard" | 76 |
| CMPP "Sévigné" | 76 |
| EME "Colette Yver" | 76 |
| IME | 76 |
| ITEP "L'Eclaircie" | 76 |
| SESSAD "Beethoven" | 76 |
| SESSAD "Colette Yver" | 76 |
| SESSAD "la Busine" | 76 |
| SESSAD "L'Oison" | 76 |

**EPAEMSL**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/07/2016**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| CROP Ronsard | 76 |
| IEM Denis Cordonnier | 76 |
| SESSAD | 76 |

**CCAS YVETOT**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/06/2016**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT | 76 |
| IME Bobée | 76 |
| IME Léo Kanner | 76 |
| SESSAD | 76 |

# 2017

| ACAIS<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT - LA GLACERIE | 50 |
| IME JEAN ITARD | 50 |
| CAFS DE L'IME | 50 |
| SESSAD DE L'IME JEAN ITARD | 50 |
| MAS | 50 |

| ADAPEI de l'Orne<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT 'LES ATELIERS DE BEAUREGARD'-LFM | 61 |
| ESAT 'LES ATELIERS DE BELLEVUE' | 61 |
| ESAT 'LES ATELIERS DU BOCAGE' - FLERS | 61 |
| ESAT 'LA POMMERAIE' - ARGENTAN | 61 |
| ESAT DE LA FREMONDIERE - L'AIGLE | 61 |
| IME "LA RIBAMBELLE" | 61 |
| IME "L'ESPOIR" | 61 |
| IME "LES PEUPLIERS" | 61 |
| IME "La Passerelle | 61 |
| MAS "LA SOURCE" | 61 |
| SESSAD DÉPARTEMENTAL | 61 |
| MAS "LES MEZIERES" | 61 |

| APAJH 76<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| SESSAD "Henri Wallon" | 76 |
| EEAP Tony Larue SI | 76 |
| CMPP Henri Wallon | 76 |
| CAMSP "Henri Wallon" | 76 |

| APAJH 14<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT - IFS | 14 |
| IME | 14 |
| S.A.A.A.I.S & S.A.F.E.P | 14 |
| SESSAD DE L'IME | 14 |

| APEI Dieppe<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT NAVARRE APEI REGION DIEPPOISE | 76 |
| FAM / AJ "La Margotière" | 76 |
| SESSAD autisme | 76 |
| Section Autisme "Le Château Blanc" | 76 |
| IME Le Château Blanc - internat | 76 |
| IME Le Château Blanc - Semi-internat | 76 |
| Section Poly/pluri handicap | 76 |
| Offre alternative autisme | 76 |

| Association BB Bulles 76<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| Etablissement B.F. SKINNER ABA | 76 |

| Association LE MOULIN VERT<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| SESSAD Etrepagny | 27 |
| SESSAD Louviers | 27 |
| IMP Etrepagny | 27 |
| IMP Louviers | 27 |
| CAMSP | 76 |

| Association pour l'Animation des Fondations du Dr Gibert<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| Section Autisme "Chrysalide" | 76 |
| FAM Chantecler | 76 |
| IME La Nymphéa | 76 |
| FAM "Les Hautes Eaux" | 76 |
| Section Polyhandicap | 76 |
| Centre LERCH "la Coralline" | 76 |
| FAM "La Tourmaline" | 76 |
| MAS Aventurine | 76 |
| ACCUEIL DE JOUR "les Hautes Eaux" | 76 |

| EPA "Jules Guesde"<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| Section Autisme "Jules Guesde" | 76 |
| IME Jules Guesde | 76 |

| L'ADAPT<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| Dispositif Expérimental Jeunes Adultes | 14 |
| IEM | 50 |
| CRP | 14 |
| SESSAD IEM | 14 |
| CENTRE DE PREORIENTATION | 14 |
| U.E.R.O.S. | 14 |
| SAMSAH CÉRÉBRO-LÉSÉS | 14 |
| SAMSAH | 27 |
| ESAT L'ADAPT EURE | 27 |
| CRP | 27 |
| SESSAD L'ADAPT | 50 |
| UEROS | 27 |
| CPOA | 27 |
| ESAT MESNIL-ESNARD LADAPT | 76 |
| CAJM les Tournesols | 76 |
| ESAT Les ateliers normands | 76 |

| LE PRE DE LA BATAILLE<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT Caudebec-lès-Elbeuf | 76 |
| ESAT Notre Dame de Bondeville | 76 |
| ESAT Saint Etienne du Rouvray | 76 |
| ESAT Rouen | 76 |
| IME "Max Briere" | 76 |
| Section Polyhandicapés "Max Brière" | 76 |
| FAM "Village Sylveison" | 76 |

| UGECAM<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2017 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| SESSAD UGECAM | 61 |
| IME "LA GARENNE" | 61 |
| ITEP "LA ROSACE" | 61 |
| SESSAD "Les Hogues" | 76 |
| IMPro La Traverse | 76 |
| ITEP "Les Hogues" | 76 |
| Etab. Exp. Service Accompagnement ITEP Les Hogues | 76 |

# 2018

| Accueil St Aubin<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| FAM | 76 |
| MAS | 76 |

| ADCMPP-CAMSP de la Manche<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| CMPP | 50 |
| CAMSP | 50 |

| ADSEAM<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| IME / ITEP "LES BONS VENTS" | 50 |
| IEM | 50 |
| MAS | 50 |
| SESSAD DE L'IME "LES BONS VENTS" | 50 |

| Amis de l'ETP<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/06/2016 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT - AVRANCHES | 50 |

**APAEI des pays d'Auge et de Falaise**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT 'LES CONQUÉRANTS' - FALAISE | 14 |
| ESAT ATELIERS DU PAYS D'AUGE - LISIEUX | 14 |
| IME LA COUR BONNET - FALAISE | 14 |
| INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - LISIEUX | 14 |
| FAM "ODYSSEE" - ST PIERRE SUR DIVES | 14 |
| SESSAD DE L'APAEI PAYS D'AUGE &FALAISE | 14 |

**APEER**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT CASTEL DES BRUYERES | 27 |
| EEAP CASTEL DES BRUYERES | 27 |
| FAM | 27 |
| IME | 27 |
| Offre alternative autisme | 27 |
| SESSAD | 27 |

**APF**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD - Caen | 14 |
| IEM François-Xavier Falala - Hérouville St Clair | 14 |
| FAM FOYER SOLEIL - Fleury sur Orne | 14 |
| FAM HANDAS - Douvres la Délivrande | 14 |
| SAMSAH APF - IFS | 14 |
| ESAT APF- GUICHAINVILLE | 27 |
| SESSAD | 27 |
| FAM "François Morel" | 27 |
| SESSAD "Les 4 saisons" | 76 |
| IEM "Paul Durand Viel" | 76 |
| S.A.T.V.A. "Paul Durand Viel" | 76 |
| FAM Jean-Marie Barbier- | 76 |
| SAD du FAM Jean Marie Barbier | 76 |
| SAMSAH | 76 |
| SAMSAH | 50 |
| SAMSAH | 61 |
| ESAT ASSOCIATION LES PARALYSES DE France | 76 |

**ARRED**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT LES ATELIERS DU CAILLY | 76 |
| SESSAD "Envol St Jean" | 76 |
| IME Envol St Jean | 76 |
| Section PolY "ENVOL ST JEAN" | 76 |
| MAS | 76 |
| Accueil de jour MAS | 76 |

**Association ASPEC**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT 'LE VAL' - MORTAGNE AU PERCHE | 61 |
| MAS RESIDENCE LA COLLINE | 61 |
| IME "LES COTEAUX" | 61 |
| FAM TERRES NOIRES-LA COLLINE | 61 |

**Association de Thièvreville**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD Logis St François | 76 |
| ITEP Logis Saint François | 76 |
| Etab. Exp. Service Accompgmnt - ITEP St François | 76 |

**Association Jean du Plessis**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD "La Houssaye" | 27 |
| ITEP "La Houssaye" | 27 |

**Association OVE**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| CMPP | 27 |
| ITEP | 27 |
| CMPP Binet | 76 |

**CA CESDA Providence**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| S.A.A.A.I.S | 61 |
| SSEFIS DU CESDA "LA PROVIDENCE" | 61 |
| CAMSP "LA PROVIDENCE" | 61 |
| CESDA "LA PROVIDENCE" | 61 |

**E.P.D de Grugny**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS | 76 |
| Accueil de jour MAS | 76 |
| FAM "Gérard de Nerval" | 76 |
| FAM "André Martin" | 76 |

**EPMS du Cames**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| IME | 14 |
| MAS | 14 |
| SESSAD | 14 |

**EPMS Marie du Merle**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM - Orbec | 14 |

**EPSM de Caen**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS "LES PLATANES" | 14 |
| S.A.M.S.A.H L'ENVOL | 14 |

**Fondation Abbé Pierre-François Jamet (CROP)**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| CROP "ABBE JAMET" | 14 |
| CAMSP "LA POMME BLEUE" | 50 |
| SSEFIS DU CROP "ABBE JAMET" | 14 |
| CAMSP "LA POMME BLEUE" | 14 |
| SSEFIS | 50 |

**IME Ecouis**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| IME | 27 |
| SESSAD "la Chrysalide" | 27 |

**Les Papillons Blancs de l'Agglomération Rouennaise et du Pays de Caux**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT DES PAPILLONS BLANCS | 76 |
| SESSAD "Maison de l"Enfant" | 76 |
| FAM "La Bastide" | 76 |
| FAM "Le Logis" | 76 |
| FAM "Les Albatros" | 76 |
| EEAP La Maison de l'Enfant | 76 |

| Les Papillons Blancs de Pt Audemer<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT DE PONT-AUDEMER | 27 |
| CAMSP | 27 |
| IME | 27 |
| MAS | 27 |
| SAMSAH | 27 |
| SESSAD | 27 |

| ONAC<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2018 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| CRP "Jean L'Herminier" | 76 |

# 2019

| La Ligue Havraise<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT PORTE OCEANE | 76 |
| ESAT LA LEZARDE | 76 |
| SESSAD Autisme | 76 |
| IMPRO "La Renaissance" | 76 |
| SESSAD | 76 |
| IME autisme "L'Arbre à Papillons" | 76 |
| IMP "L'Espérance" | 76 |
| EEAP "Les Myosotis" | 76 |
| MAS "Les Constellations" | 76 |
| MAS "Hameau d'Epremesnil" | 76 |
| ACCUEIL DE JOUR "Le Club" | 76 |
| Offre alternative autisme | 76 |
| FAM Centre d'Habitat "La Salamandre" | 76 |
| FAM "Le Perrey" Adultes | 76 |
| FAM "Le Perrey" Senior | 76 |
| SAMSAH | 76 |

| ACSEA<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT 'HORS LES MURS' - CAEN | 14 |
| ITEP CAMILLE BLAISOT / CAFS | 14 |
| IME "L'ESPOIR" / CAFS | 14 |
| INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - DEMOUVILLE | 14 |
| ITEP CHAMP-GOUBERT / CAFS | 14 |
| CMPP CENTRE DE GUIDANCE | 14 |
| MAS "LA VALLIERE" | 14 |
| SESSAD ACSEA | 14 |
| CAMSP | 14 |
| MAISON DES ADOLESCENTS "PASSADO 14" | 14 |

**ADEF**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| Accueil de jour MAS | 76 |
| MAS "Maison des Lys" | 76 |

**ADSEAO**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SMPP | 61 |

**AMER**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| Section Autisme - IME D.Lefort | 76 |
| FAM "les Lauriers" | 76 |
| IME Dominique Lefort | 76 |

**APAEI du Bocage virois**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT 'LE BELLAIE' - MESNIL CLINCHAMPS | 14 |
| ESAT 'LES TILLEULS' - CONDE/ NOIREAU | 14 |
| ESAT LE GRAND PRE - ROULLOURS | 14 |
| IME DU BOCAGE | 14 |
| MAS "LES HAUTS VENTS" | 14 |
| SESSAD DE L'IME DU BOCAGE | 14 |

**APAEIA**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| IME LE MONT JOLI | 50 |
| SESSAD DE L'IME LE MONT JOLI | 50 |
| FAM | 50 |
| CAFS DE L'IME | 50 |

**APAPSH**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD | 76 |
| IME Arc en Ciel - Internat | 76 |
| IME Arc en Ciel - Semi-Internat | 76 |

**APDEAPA**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| CMPP DU PAYS D'AUGE | 14 |
| CAMSP DU PAYS D'AUGE | 14 |

**APEI 27**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT LES ATELIERS DU BEFFROI (5 sites) | 27 |
| FAM du Bois de Melleville | 27 |
| IME "La Rivière" - semi-internat | 27 |
| IME "Le Château" - semi-internat | 27 |
| IME René Coutant - Semi-internat | 27 |
| MAS de la Haye Bérou | 27 |
| SAJES "Les Petites Mains" | 27 |
| SESSAD "La Rencontre" | 27 |
| SESSAD Autisme | 27 |

**APEI Centre Manche**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| IME "LA FRESNELIERE" | 50 |
| IME MAURICE MARIE | 50 |
| MAS | 50 |
| SESSAD CENTRE MANCHE | 50 |
| CAFS DE L'IME LA FRESNELIERE | 50 |
| CAFS DE L'IME MAURICE MARIE | 50 |
| IME de Coutances | 50 |
| ESAT 'LA CHEVALERIE' - SAINT-LO | 50 |
| ESAT 'LE MOULIN DE LA MARE' - COUTANCES | 50 |
| ESAT - CARENTAN | 50 |

**Association des foyers de Cluny**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT PHILIPPE DE BOURGOING - GIBERVILLE | 14 |
| ESAT HELENE MAC DOUGALL - BAYEUX | 14 |
| FAM LEONE RICHET | 14 |
| S.A.M.S.A.H. L'APPUI | 14 |

**Association d'Etennemare**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD | 76 |
| IMP | 76 |

**Association Foyer Notre Dame**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD DU PERCHE | 61 |
| IME DU PERCHE | 61 |
| IME "PIGEON" | 61 |

**Association GEIST et DIM**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD | 76 |

**Association La Ronce**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| C.R.A. "Joachim du Bellay" | 27 |
| CAMSP "Les Loupiots" | 27 |
| IMP "Julie Corallo' | 27 |
| S.A.S.I. "Galilée" | 27 |
| SAMSAH | 27 |
| SESSAD "Mille Couleurs" | 27 |
| IMPRO "Pierre Redon" | 27 |

**Association LEHUGEUR-LELIEVRE**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ITEP DESIRE PILOT | 61 |
| IEM "LA FORET" | 61 |
| SAMSAH DEPARTEMENTAL ANTENNE FLERS | 61 |
| CAFS DE L'IME SEGUR | 61 |
| CAFS DE L'IME MARIE CRUE | 61 |
| SESSAD DE L'AIGLE | 61 |
| SESSAD DE FLERS | 61 |
| IME SEGUR | 61 |
| IME "MARIE CRUE" | 61 |

**Association Les Nids**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ITEP internat | 27 |
| SESSAD "Puzzle" | 27 |
| CAFS | 76 |
| SESSAD "L'orée du bois" | 76 |
| ITEP "L'orée du bois" | 76 |

**Association Marie-Hélène**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| EEAP "Home Dominique" | 27 |
| IME "Home Pascale" Aut SI | 27 |
| MAS "Home Charlotte" | 27 |
| MAS "Home Nathalie" | 27 |
| MAS "Home Nicolas" | 27 |
| SESSAD "Home Pascale" | 27 |

**Association R. Baret**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| IPTP | 27 |
| SESSAD | 27 |
| SESSAD "Pierre Remond" | 27 |

**CRF**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SSIAD La Manche | 50 |
| SSIAD Le Havre | 76 |
| SSIAD Dieppe | 76 |

**EPMS de Fécamp**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| IME | 76 |
| ESAT Espoir (2 sites) | 76 |

**EPMS du Château de Vaux**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SSIAD | 14 |

**Fondation Bon Sauveur**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS "LA MEIJE" | 50 |
| F.A.M. BON SAUVEUR | 50 |
| ESAT 'LA FERME DE BETHANIE' - PICAUVILLE | 50 |
| IME "LA MONDRÉE" | 50 |

**IMS de Bolbec**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM IMS La Houssaye | 76 |
| IME La Houssaye | 76 |
| SAMSAH | 76 |
| ESAT IMS BOLBEC | 76 |

**La Musse**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SAMSAH | 27 |
| MAS | 27 |

**SESAME AUTISME NORMANDIE**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM "La Moisson" (Les Blés en Herbe) | 27 |
| IME L'Escale | 76 |
| MAS | 76 |
| FAM "Le Roncier" | 76 |

**Union d'association Les Deux Rives**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2019**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD Autisme | 76 |
| Offre Alternative autisme | 76 |

# 2020

| Association le Grand Lieu<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| FAM | 27 |

| AAJB<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| MAS "LOUISE DE GUITAUT" | 14 |
| IME "LE PRIEURE" | 14 |
| ITEP "VALLÉE DE L'ODON" | 14 |
| SESSAD PAYS DE BAYEUX | 14 |
| SESSAD "VALLÉE DE L'ODON" | 14 |

| AAJD<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| PRSA (AAJD) | 50 |
| ITEP AAJD SAINT LO QUERQUEVILLE | 50 |
| IDRIS AAJD | 50 |
| CAFS DE L'IME | 50 |
| CAFS DE L'ITEP AJD | 50 |
| SESSAD | 50 |
| ISEMA MANCHE | 50 |

**AEDE**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| CMPP "Victor Hugo" | 27 |

**AGAPEI**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| INSTITUT H. WALLON (IDAIC) | 50 |
| CAFS DE L'IME | 50 |
| SESSAD IME INSTITUT H. WALLON | 50 |
| FAM | 50 |

**ALPEAIH**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT DE L' ESTUAIRE | 76 |
| SESSAD - La Parentèle | 76 |
| Section autisme - La Parentèle | 76 |
| IME La Parentèle | 76 |
| SAMSAH "Les Caraques" | 76 |

**ALVE**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SAMSAH | 76 |

**ANEHP**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT - ANEHP - MONTEBOURG | 50 |

**APAEI de Caen**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT DE L'APAEI de Caen | 14 |
| IME ELIE DE BEAUMONT | 14 |
| SESSAD UNIFIE (APAEI) | 14 |
| M.A.S. IKIGAÏ | 14 |

**APAEI de la côte fleurie**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT 'LES ATELIERS DE LA DIVES' - TROARN | 14 |
| ESAT 'ROBERT GRANDIE' - DOZULE | 14 |
| MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE | 14 |
| IME LUCIENNE VASNIER | 14 |
| SESSAD LUCIENNE VASNIER | 14 |
| FAM - DOZULE | 14 |

**APAJH 27**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT APAJH EURE (3 sites) | 27 |

**Association ANAIS**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT - SAINT ARNOULT | 14 |
| MAS "LE COTIN" | 14 |
| ESAT DU PAYS D'ALENÇON - SITE DE SEES | 61 |
| ESAT DE REMALARD | 61 |
| ESAT - DOMFRONT | 61 |
| F.A.M. AUTISTES | 61 |
| SESSAD | 61 |
| ITEP "CHAMPTHIERRY" | 61 |
| MAS LA CHAUMIERE | 61 |
| IME GODEGRAND | 61 |
| MAS | 61 |

**Association Côté Cour**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SAMSAH | 76 |

**Association la Clé**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SAMSAH | 76 |

**Association Le Grand Lieu**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM | 27 |
| MAS (dt 4AJ et 2 HT) | 27 |

**Association L'ESSOR**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT L'ESSOR | 76 |
| IME L'ESSOR | 76 |

**Association RP de Maistre**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| IME Le Repos | 27 |

**Association rurale du pays de Bray**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM La Brèche | 76 |
| ESAT | 76 |

**CAS de Saint James**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS | 50 |

**Centre Normandie-Lorraine**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SAAIS | 76 |
| SEES SME | 76 |
| SAFEP | 76 |

**CH de l'Estran**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS | 50 |
| CAMSP SUD MANCHE | 50 |
| SSIAD | 50 |
| MAS | 50 |

**CHS Navarre**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS "Le Saulne" | 27 |

**EPMS La Clairière**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM "Arc en ciel" | 14 |
| MAS "La Clairière" | 14 |

**IDEFHI**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SAMSAH | 27 |
| ESAT FRANCOIS TRUFFAUT IDEFHI | 76 |
| SESSAD "Le Chant du Loup" | 76 |
| SESSAD "Vallée de Seine" | 76 |
| IME Le Chant du Loup - IPE internat | 76 |
| IME Le Chant du Loup - IPE SI | 76 |
| ITEP Vallée de Seine - CSP internat | 76 |
| ITEP Vallée de Seine - CSP SI | 76 |
| Centre Truffaut - internat | 76 |
| Centre Truffaut - externat | 76 |
| Etab. Exp. Service Accompgmnt | 76 |
| Centre Truffaut - TSL | 76 |
| SESSAD TSLA | 76 |
| SAMSAH | 76 |

**IME Les Montées**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD Les Montées | 76 |
| IME Les Montées | 76 |

**Fondation John Bost**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS "Magdala" | 76 |
| MAS - SAREPTA | 76 |
| ACCUEIL DE JOUR | 76 |
| FAM SAREPTA | 76 |

**Ligue de l'enseignement Caen**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| IME BODEREAU | 14 |
| SESSAD ANDRE BODEREAU | 14 |

**Mutualité française normande**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2020**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM "Terranga" - VERSON | 14 |
| ESAT 'LA PASSERELLE VERTE' - IFS | 14 |

# 2021

| AAMSPPO<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| CAMSP POLYVALENT DE L'ORNE | 61 |

| ABA Apprendre autrement<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| IME "LES COTEAUX FLEURIS" / UEM | 14 |

| ABISH<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT 'GUILLAUME POSTEL' - BARENTON | 50 |

| AMSH<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| ESAT 'JACQUES PREVERT' - BEAUMONT-HAGUE | 50 |

| ADPEP 27<br>Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021 | |
|---|---|
| Raison sociale | Département |
| SESSAD - ADPEP 27 | 27 |

**ADPEP 76**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD "Beethoven" | 76 |
| SESSAD "la Busine" | 76 |
| SESSAD "Colette Yver" | 76 |
| SESSAD "L'Oison" | 76 |
| ITEP "L'Eclaircie" | 76 |
| CMPP "Sévigné" | 76 |
| CMPP "Kergomard" | 76 |
| CAMSP "Beethoven" | 76 |
| EME "Colette Yver" | 76 |
| C.R.A. "Beethoven" | 76 |
| IME | 76 |

**ALEFPA**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT VAL DE REUIL | 27 |

**ARCAUX**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT ARCAUX | 76 |

**Association Gaston Mialaret**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| CMPP DE L'UNIVERSITE DE CAEN - BAPU | 14 |
| CAMSP - CAEN NORD | 14 |

**Association GEIST**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD | 27 |

**Association Hellebore 50**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SAMSAH | 50 |

**Association Jules Ledein**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM "Annie Solange" | 27 |
| FAM "Eugénie Marie" | 27 |
| FAM "Le Chesnay" | 27 |

**Association L'Arche**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM "Maison des Petits Bois" | 27 |

**Association Le Bois Clair**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM | 27 |

**Association Les Fontaines**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| Etab. Exp. Service Accompgmnt | 27 |
| IEM "La Source" | 27 |
| ITEP "Léon Marron" - | 27 |
| ITEP Soleil Levant | 27 |
| SESSAD "La Courte Echelle" | 27 |
| SESSAD "Mosaïque" | 27 |

**Association TEAM**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| TEAM | 76 |

**Association Trisomie 21**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD | 27 |

**Ateliers Ste Claire**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| Ateliers Ste Claire | 76 |

**Cap Energie**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT LES ATELIERS ALBÂTRE | 76 |

**CCAS d'Yvetot**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD "Pierre Bobée" | 76 |
| ESPACE LEO KANNER | 76 |
| IME "Pierre Bobée"- semi-internat | 76 |
| ESAT D' YVETOT | 76 |

**Centre psychothérapique de l'Orne**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS "LES PASSEREAUX" | 61 |

**CH de Bayeux**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS "Les Cyclades" | 14 |

**CH Gisors**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| MAS (dont 5AJ) | 27 |

**CHU de Rouen**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| Plateforme d'intervention précoce autisme | 76 |
| CAMSP | 76 |

**CMPP intercantonal**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| CMPP | 14 |

**EPA HELENE KELLER**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT Ateliers de Bléville | 76 |

**EPAEMSL**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD | 76 |
| CAMSP " les Coquelicots" | 76 |
| IEM "Denis Cordonnier" | 76 |
| CROP "Ronsard" | 76 |

**EPIFAJ**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT FONDATION ALBERT JEAN | 76 |

**Espérance**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT - VALOGNES | 50 |

**ESSOR**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT 'L'ESSOR' - FALAISE | 14 |

**ET PUB - ETP Saint James**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ET. PUB. DE TRAVAIL PROTEGE ST JAMES | 50 |

**GEIST**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SESSAD "Anatole France" | 76 |
| ESAT LE ROBEC GEIST | 76 |

**GEIST 21 - Trisomie**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SAISMO 21 | 50 |

**GHH**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| CAMSP "St Exupéry" | 76 |

**Hôpital Local de St Valéry en Caux**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM | 76 |

**LES COMPAGNONS**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| ESAT 'LES COMPAGNONS' - BAYEUX | 14 |

**Les Papillons Blancs des Vallées**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| FAM "Les Quatre Saisons" | 76 |

**UNA Calvados**

**Date d'entrée en vigueur CPOM - 01/01/2021**

| Raison sociale | Département |
|---|---|
| SSIAD | 14 |

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2016-12-08-014

## Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de L'EURE - décembre 2016

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le 29 AOUT 2016

EARL DENYS
Monsieur DENYS Damien

153 LE PETIT MACHEREL
27130 PISEUX

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 0ha 72a 40ca situé(s) sur la commune de (27) PISEUX, en plus des 127,59 ha déjà exploités.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 2 AOUT 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le 29 AOUT 2016

Monsieur COURVOISIER André

664 ROUTE DES BOURLIERES
27330 LA HAYE SAINT SYLVESTRE

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 73ha 00a 41ca situé(s) sur les communes de (27) SAINT PIERRE DU MESNIL et GISAY LA COUDRE, en plus des 248,18 ha déjà exploités.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 2 AOUT 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le 5 septembre 2016

EARL DE BEAULIEU
Monsieur LENOIR Georges
Monsieur LENOIR Bertrand

27 ROUTE DU PHARE
27680 SAINT SAMSON DE LA ROQUE

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur un agrandissement de 50ha 85a 06ca situé(s) sur la commune de (27) MARAIS VERNIER et l'installation de Monsieur Bertrand LENOIR.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 4 AOUT 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le 29 AOUT 2016

EARL LIEVENS GILLES
Monsieur Gilles LIEVENS

111 FERME DE GREMARE
27520 BOSGUERARD DE MARCOUVILLE

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 2ha 27a situé(s) sur la commune de (27) BOSC BENARD COMMIN, en plus des 120,28 ha déjà exploités.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 5 AOUT 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le 5 SEP. 2016

Monsieur DESVAUX Jean-Baptiste

10 ROUTE DE TRICQUEVILLE
27500 TOUTAINVILLE

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 95ha 42a 81ca situé(s) sur les communes de (27) FORT MOVILLE, SAINT MACLOU, SAINT SULPICE DE GRIMBOUVILLE, TOUTAINVILLE et TRICQUEVILLE.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 5 AOUT 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le - 5 SEP. 2016

Madame DESVAUX Elise

12 BIS RUE DE TRICQUEVILLE
27500 TOUTAINVILLE

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 69ha 04a 29ca situé(s) sur les communes de (27) BOULLEVILLE, LES PREAUX et VANNECROQ

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 5 AOUT 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et groupement des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2016-12-08-007

## Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de l'Orne - décembre 2016

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le - 1 AOUT 2016

Monsieur CAJOT François

LA CAVEE RENARD
27310 BARNEVILLE SUR SEINE

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 7ha 66a 59ca situé(s) sur la commune de (27) BARNEVILLE SUR SEINE.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 24 JUIN 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le - 1 AOUT 2016

GAEC ROULIN
Monsieur ROULIN François
Monsieur ROULIN Romain

34 RUE FERNAND BREBION
27160 LA GUEROULDE

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 13ha 61a 86ca situé(s) sur les communes de (27) LA GUEROULDE et BRETEUIL SUR ITON en plus des 146,32 ha déjà exploités.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 27 JUIN 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le - 1 AOUT 2016

Monsieur ELIE Guillaume

68 RUE DU NEUBOURG
27930 GAUVILLE LA CAMPAGNE

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 00ha 97a 10ca situé(s) sur la commune de (27) MESNIL FUGUET, en plus des 104,44 ha déjà exploités.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 27 JUIN 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le - 1 AOUT 2016

SCEA DU GRAND CHENE
Monsieur BLANCHARD Charles

2 RUE DES LANDES
27150 HEBECOURT

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 205ha 79a 81ca situé(s) sur les communes de (27) SAINT DENIS LE FERMENT et HEBECOURT, pour votre installation et la création de la SCEA DU GRAND CHENE.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 27 JUIN 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le - 1 AOUT 2016

Monsieur DESMONTS Stéphane

484 CHEMIN DU RONDEL
27180 LES BAUX SAINTE CROIX

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 51ha 90a 47ca situé(s) sur les communes de (27) LES BAUX SAINTE CROIX, LES ESSARTS, MANTHELON, LE PLESSIS GROHAN et LES VENTES, en plus des 47,84 ha déjà exploités.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 28 JUIN 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service économie agricole,
territoires ruraux

Unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles
Dossier suivi par : Marie-Cécile HEBRANT

Tél. : 02.32.29.60.19
Fax : 02 32 29 60 69
Mél : ddtm-seatr-sigea@eure.gouv.fr
Notre référence : KP/MCH

Evreux, le - 1 AOUT 2016

Monsieur HEBERT Joël

400 CHEMIN DES IFS
27560 SAINT SIMEON

Objet : avis de réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 5ha 99a 77ca situé(s) sur la commune de (27) SAINT SIMEON, en plus des 44,76 ha déjà exploités.

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 29 JUIN 2016.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures, installations
et gestion des exploitations agricoles,

Karine POUZOULET

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2016-12-08-012

## Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de l'Orne - décembre 2016

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfet de l'Orne

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ALENCON, le 04 août 2016

Service Économie des Territoires
Bureau structures des Exploitations et Foncier
Affaire suivie par : CE/FG
✉ : ddt-set-sef@orne.gouv.fr

Monsieur DONNET Gilles
Les Marais
61320 SAINTE-MARIE-LA-ROBERT

Réf.du dossier C1610460

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 4,93 ha situé(s) sur les communes de BOUCE, SAINTE-MARIE-LA-ROBERT.

Dossier réceptionné complet le : 03/08/2016

La date du 03 août 2016 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires
et par autorisation

La Chef du Service Économie des Territoires

Maryline VINOT

Direction Départementale des Territoires de l'Orne
Service Économie des Territoires
BP 537 – 61007 Alençon cedex
☎ : 02 33 32 52 30 / 02 33 32 53 13

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfet de l'Orne

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ALENCON, le 11 août 2016

Service Économie des Territoires
Bureau structures des Exploitations et Foncier
Affaire suivie par : CE/FG
✉ : ddt-set-sef@orne.gouv.fr

Messieurs les gérants GAEC DE LEUDRIE

61330 LORE

Réf.du dossier C1610466

**ACCUSE DE RECEPTION**

Messieurs les gérants,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 166,95 ha situé(s) sur les communes de LASSAY-LES-CHATEAUX, LE HOUSSEAU-BRETIGNOLLES, LORE.

Dossier réceptionné complet le : 03/08/2016

La date du 03 août 2016 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Messieurs les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires
et par autorisation

La Chef du Service Économie des Territoires

Maryline VINOT

Direction Départementale des Territoires de l'Orne
Service Économie des Territoires
BP 537 – 61007 Alençon cedex
☎ : 02 33 32 52 30 / 02 33 32 53 13

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfet de l'Orne

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ALENCON, le 11 août 2016

Service Économie des Territoires
Bureau structures des Exploitations et Foncier
Affaire suivie par : CE/FG
✉ : ddt-set-sef@orne.gouv.fr

Messieurs les gérants GAEC DE LEUDRIE

61330 LORE

Réf.du dossier C1610467

**ACCUSE DE RECEPTION**

Messieurs les gérants,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 70,5 ha situé(s) sur les communes de CEAUCE, LORE.

Dossier réceptionné complet le : 03/08/2016

La date du 03 août 2016 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Messieurs les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires
et par autorisation

La Chef du Service Économie des Territoires

Maryline VINOT

Direction Départementale des Territoires de l'Orne
Service Économie des Territoires
BP 537 – 61007 Alençon cedex
☎ : 02 33 32 52 30 / 02 33 32 53 13

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfet de l'Orne

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ALENCON, le 11 août 2016

Service Économie des Territoires
Bureau structures des Exploitations et Foncier
Affaire suivie par : CE/FG
✉ : ddt-set-sef@orne.gouv.fr

Monsieur le gérant GAEC DE LA VANNERIE
La Vannerie
61700 DOMPIERRE

Réf.du dossier C1610468

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur le gérant,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 7,27 ha situé(s) sur les communes de DOMPIERRE.

Dossier réceptionné complet le : 05/08/2016

La date du 05 août 2016 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires
et par autorisation

La Chef du Service Économie des Territoires

Maryline VINOT

Direction Départementale des Territoires de l'Orne
Service Économie des Territoires
BP 537 – 61007 Alençon cedex
☎ : 02 33 32 52 30 / 02 33 32 53 13

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfet de l'Orne

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ALENCON, le 12 août 2016

Service Économie des Territoires
Bureau structures des Exploitations et Foncier
Affaire suivie par : CE/FG
✉ : ddt-set-sef@orne.gouv.fr

GAEC
Monsieur le gérant ~~EARL~~ DES FRESNES
Gatenoe
61320 ST DIDIER SOUS ECOUVES

Réf.du dossier C1610471

**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur le gérant,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 13,51 ha situé(s) sur les communes de LIVAIE, SAINT-DIDIER-SOUS-ECOUVES.

Dossier réceptionné complet le : 08/08/2016

La date du 08 août 2016 constitue donc le départ du délai de quatre mois susceptible d'être prolongé à six mois en vertu de l'article R.331-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande.

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans ce délai vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

**Dans ce cas, votre demande ne fera l'objet d'aucun courrier spécifique et sera ainsi, réputée accordée.**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires
et par autorisation

La Chef du Service Économie des Territoires

Maryline VINOT

Direction Départementale des Territoires de l'Orne
Service Économie des Territoires
BP 537 – 61007 Alençon cedex
☎ : 02 33 32 52 30 / 02 33 32 53 13

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2016-12-08-006

## Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - décembre 2016

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

**Direction départementale des territoires et de la mer**
**Service économie agricole et des territoires**
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

**GAEC DU NID DE LOUP**
**DENIS, VÉRONIQUE, PATRICE, SYLVIE LEPAGE**
**Le Nid de Loup**
**50420 SAINT-LOUET-SUR-VIRE**

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 50 80 80 22
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5016154**

Saint-Lô, le 7 juillet 2016

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,16** ha situé(s) sur la(les) commune(s) de **Domjean (B-589-596-600-601-615-616-617-885-890-1143-1145-1148-1150-1152-1154).**

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 28 juin 2016

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/Le directeur départemental des territoires et de la mer,
**La responsable de l'unité projets et vie des exploitations agricoles,**

Briault

**Christelle BRIAULT**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

**Direction départementale des territoires et de la mer**
**Service économie agricole et des territoires**
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

**ARLETTE BROULT**
**La Masselinière**
**50370 NOTRE-DAME-DE-LIVOYE**

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 50 80 80 22
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5016156**

Saint-Lô, le 7 juillet 2016

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **0,25** ha situé(s) sur la(les) commune(s) de **Notre Dame de Livoye (ZC-11).**

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 30 juin 2016

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/Le directeur départemental des territoires et de la mer,
**La responsable de l'unité projets et vie des exploitations agricoles,**

**Christelle BRIAULT**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

**Direction départementale des territoires et de la mer**
**Service économie agricole et des territoires**
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

**EARL DE LA BRAIZE**
**MARIE-AGNÈS ET JEAN-LUC HARDY**
**Fierville**
**50530 LOLIF**

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 50 80 80 22
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5016157**

Saint-Lô, le 7 juillet 2016

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,36** ha situé(s) sur la(les) commune(s) de **Marcey les Grèves (C-46).**

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 30 juin 2016

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/Le directeur départemental des territoires et de la mer,
**La responsable de l'unité projets et vie des exploitations agricoles,**

**Christelle BRIAULT**

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2016-12-08-013

## Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - décembre 2016

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

**Direction départementale des territoires et de la mer**
**Service économie agricole et des territoires**
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

**JEAN-PHILIPPE ANFRAY**
**Le Bois**
**NOTRE-DAME-DU-TOUCHET**
**50140 MORTAIN BOCAGE**

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 50 80 80 22
Mél : Isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5016191**

Saint-Lô, le 29 août 2016

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,77** ha situé(s) sur la(les) commune(s) de **Notre Dame du Touchet (ZI-36-37 en partie).**

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 01 août 2016

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

**P/Le directeur départemental des territoires et de la mer,**
**La responsable de l'unité projets et vie des exploitations agricoles,**

Briault

**Christelle BRIAULT**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

**Direction départementale des territoires et de la mer**
**Service économie agricole et des territoires**
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

**CHANTAL LEPAINTEUR**
**La Béquellerie**
**SOURDEVAL**
**50150 SOURDEVAL VENGEONS**

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 50 80 80 22
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5016192**

Saint-Lô, le 29 août 2016

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,85** ha situé(s) sur la(les) commune(s) de **Sourdeval (E-1067).**

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 01 août 2016

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

**P/Le directeur départemental des territoires et de la mer,**
**La responsable de l'unité projets et vie des exploitations agricoles,**

Briault

**Christelle BRIAULT**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

**Direction départementale des territoires et de la mer**
**Service économie agricole et des territoires**
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

**PATRICK, CHANTAL, MIKAËL LAIZE(GAEC VOIE ST LOUIS)**
**1, La Cervelière**
**50140 SAINT-BARTHELEMY**

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 50 80 80 22
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5016193**

Saint-Lô, le 29 août 2016

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **132,38** ha situé(s) sur la(les) commune(s) de **Bellefontaine, Le Mesnil Rainfray, Le Mesnil Tôve, Saint Barthélémy.**

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 01 août 2016

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

**P/Le directeur départemental des territoires et de la mer,**
**La responsable de l'unité projets et vie des exploitations agricoles,**

Briault

**Christelle BRIAULT**

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2016-12-08-008

# Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de Seine-Maritime - novembre 2016

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CCPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 4 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 86 ha 18 situés sur les communes de Ernemont sur Buchy, Boissay, Montérolier, Neufbosc.

Votre dossier est réputé complet à la date du 03 mai 2016 sous le numéro 76160912.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**Monsieur BACHELET Julien**
**17, route du Tronquay**
**76220 LA FEUILLIE**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

COPIE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 3 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 238 ha 69 situés sur les communes de Yquebeuf, Saint Germain des Essourts, Préaux, La Vieux Rue, Longuerue, Morgny la Pommeraye, Saint Aignan sur Ry, Estoutteville Ecalles, Boissay, Perriers sur Andelle, Montmain, Bois Héroult, Bosc Edeline, La Chapelle Saint Ouen, Sigy en Bray, La Hallotière.

Votre dossier est réputé complet à la date du 13 mai 2016 sous le numéro 76160915.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**GAEC DE LA FERME DE LA VIEUX RUE**
**(VATELIER Patrick et Emilien**
**CARPENTIER Philippe et Adrien)**
**495, route de Morgny**
**76160 LA VIEUX RUE**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 3 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 58 ha 69 situés sur les communes de Fréville, Blacqueville, Cléville, Ricarville.

Votre dossier est réputé complet à la date du 13 mai 2016 sous le numéro 76160914.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**EARL DU PETIT FREVILLAIS**
**(MALANDAIN Pascal – MALANDAIN Fabienne)**
**678, rue de Croix Mare**
**76190 FREVILLE**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 4 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Madame, Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 25 ha 58 situés sur la commune de Ménerval.

Votre dossier est réputé complet à la date du 13 mai 2016 sous le numéro 76160916.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois.**

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**GAEC FERME DE SAUSSEVERT**
**(DELARUE Didier, Annie-Claude et Romain)**
**8, route du Petit Hautier**
**76220 MENERVAL**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 4 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 21 ha 84 situés sur les communes de Morienne, Haudricourt, Aumale.

Votre dossier est réputé complet à la date du 18 mai 2016 sous le numéro 76160917.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**GAEC DU BOITEL**
**(LEFEVRE Jean-Michel -**
**LEFEVRE Nicolas)**
**11, rue de la Vallée**
**76390 MORIENNE**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 4 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 16 ha 88 situés sur la commune de Montivilliers.

Votre dossier est réputé complet à la date du 20 mai 2016 sous le numéro 76160919.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**Monsieur MAILLARD John**
**12, rue de Briquemare**
**76930 CAUVILLE SUR MER**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

COPIE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 3 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Madame, Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 143 ha 57 dont le siège social est situé à Bourg Dun.

Votre dossier est réputé complet à la date du 20 mai 2016 sous le numéro 76160918.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**EARL B. LEVASSEUR**
**(LEVASSEUR Bernard -**
**LEVASSEUR Astrid -**
**LEVASSEUR Bastien)**
**5, rue de la Chapelle – Hameau de**
**Flainville – cidex 40**
**76740 LE BOURG DUN**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 4 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 11 ha 47 situés sur la commune de Cauville Sur Mer.

Votre dossier est réputé complet à la date du 24 mai 2016 sous le numéro 76160920.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**Monsieur MAILLARD Morgan**
**35, la Valleuse Boucherot**
**76280 SAINT JOUIN BRUNEVAL**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

**PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME**

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 3 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 51 ha 78 situés sur les communes de Dieppe, Bracquemont.

Votre dossier est réputé complet à la date du 27 mai 2016 sous le numéro 76160921.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**SCEA DU VAL D'ARQUET**
**(Monsieur DUJARDIN Maurice -**
**Monsieur BLONDEL David)**
**2, rue de la Briquetterie**
**76370 GREGES**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

COPIE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 3 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

Objet : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 51 ha 78 situés sur les communes de Dieppe, Bracquemont (demande en nom propre au titre de votre double participation, suite à votre admission en tant que nouvel associé-exploitant et gérant au sein de la SCEA DU VAL D'ARQUET).

Votre dossier est réputé complet à la date du 27 mai 2016 sous le numéro 76160932.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**Monsieur BLONDEL David**
**2, rue de la Briquetterie**
**76370 GREGES**

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2016-12-08-010

# Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de Seine-Maritime - novembre 2016

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 3 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 21 ha 45 situés sur la commune de Hattenville.

Votre dossier est réputé complet à la date du 02 juin 2016 sous le numéro 76160922.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**GAEC VIMONT-LEVESQUE**
**(VIMONT Wilfried – LEVESQUE Eric – LEVESQUE Kévin)**
**155, chemin de la Garenne**
**76210 ROUVILLE**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

**PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME**

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 7 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 6 ha 22 situés sur la commune de Saint Paër.

Votre dossier est réputé complet à la date du 10 juin 2016 sous le numéro 76160925.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**GAEC FERME DES LONDETTES**
**(THIBAUDEAU Pascal – THIBAUDEAU Paul)**
**434, chemin des Londettes**
**76480 DUCLAIR**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 7 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 16 ha 03 situés sur les communes de Rouvray Catillon, Sigy en Bray.

Votre dossier est réputé complet à la date du 28 juin 2016 sous le numéro 76160927.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois.**

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

Département de la Seine-Maritime
Direction Départementale des Territoires et de la Mer

**EARL DE BETHENCOURT**
**(DOMONT Hervé – DOMONT Lydie)**
**800, rue Jean de Béthencourt**
**76780 SIGY EN BRAY**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service économie agricole

Rouen, le 7 novembre 2016

Affaire suivie par : Florence ROUSSY et Martine VAILLANT
Tél : 02 32 18 94 41 et 02 32 18 94 42
Fax : 02 32 18 94 46
Mél : florence.roussy@seine-maritime.gouv.fr
martine.vaillant@seine-maritime.gouv.fr

**PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES ET ACCUEIL DU PUBLIC UNIQUEMENT LES MARDI ET JEUDI de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h**

**Objet** : Contrôle des structures agricoles
**ACCUSE RECEPTION DE COMPLETUDE**

Madame, Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services un dossier de demande d'autorisation préalable d'exploiter 66 ha 16 situés sur la commune de Fresquiennes.

Votre dossier est réputé complet à la date du 29 juin 2016 sous le numéro 76160928.

La date précitée constitue donc le départ du délai de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé jusqu'à **six mois**, dont dispose le préfet pour statuer sur votre demande. Si une décision ne vous a pas été notifiée dans ce délai, vous bénéficierez alors d'une autorisation tacite conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.
Conformément à l'article L232-3 du code des relations entre le public et l'administration, vous avez la possibilité de vous voir délivrer une attestation précisant cette autorisation tacite.

J'attire tout particulièrement votre attention sur les dispositions de l'article D 331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, selon lesquelles l'administration devra s'assurer que les biens, objet de votre demande, ne sont pas sollicités par d'autres candidats dans le délai fixé par la publicité pour le dépôt des dossiers de demandes d'autorisation d'exploiter.

Je vous précise également qu'en cas de concurrence, le délai d'instruction serait alors porté réglementairement à **six mois**.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

P/le directeur départemental des territoires et de la mer,
P/la chef du service économie agricole,
le responsable du bureau économie,

Gérard NICOLEAU

**EARL DE MEDINE**
**(VANDENBULCKE Xavier, Dorothée et Thomas)**
**4, Hameau de Médine**
**76890 BUTOT**

# Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

## R28-2016-12-08-009

## Avis de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département du Calvados - décembre 2016

*Accord tacite d'autorisation d'exploiter*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet du Calvados

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Caen, le 5 juillet 2016

Service Agricole
Affaire suivie par : Stéphanie FILMONT
Mél : stephanie.filmont@calvados.gouv.fr
Tél :02.31.43.15.08
Fax :02.31.44.59.87

GAEC DE VORY
Messieurs LAUNAY
Vory- Montchauvet
14350 SOULEUVRE EN BOCAGE

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **191,78** ha situés sur les communes référencées ci-dessous :

| | |
|---|---|
| ESTRY | ZA 5 4 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZC 28 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZC 41 48 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZC 38 43 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZC 24 29 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZB 82 86- ZC 25 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZC 2 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZD 6 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZD 22 25 26 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZC 1- ZH 42- ZD 2 |
| LE MESNIL AUZOUF | ZB 63- ZH 43 |
| MONTCHAMP | ZD 23 24 |
| MONTCHAUVET | ZK 8- ZM 5 28- ZN 46 |
| MONTCHAUVET | ZN 37 |
| MONTCHAUVET | ZN 20 47 |
| MONTCHAUVET | ZX 25 27 |
| MONTCHAUVET | ZP 34 32 |
| MONTCHAUVET | ZS 60 64 |
| MONTCHAUVET | ZK 9 18- ZN 36- ZP 35 |
| MONTCHAUVET | ZM 4 7 10 |
| MONTCHAUVET | ZN 52 |
| MONTCHAUVET | ZN 41 43 |
| MONTCHAUVET | ZD 23- ZM 9 24- ZN 38- ZP 36 |
| MONTCHAUVET | ZX 35 36 |
| MONTCHAUVET | ZS 55 |
| ONDEFONTAINE | F 65 66 68 |
| ONDEFONTAINE | F 100- ZB 3 |
| ONDEFONTAINE | ZB 8 |
| ONDEFONTAINE | ZB 7 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le :29/06/16

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjointe au chef du service agricole

Agnès HURSAULT

10, boulevard général Vanier – CS 75224 – 14052 Caen cedex 4
tél : 02.31.43.15.00 – fax : 02.31.44.59.87
horaires d'ouverture : 9h - 11h45 / 13h30 – 16h30
courriel : ddtm@calvados.gouv.fr
internet : http://www.calvados.gouv.fr/

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet du Calvados

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Caen, le 26 juillet 2016

Service Agricole
Affaire suivie par : Stéphanie FILMONT
Mél : stephanie.filmont@calvados.gouv.fr
Tél :02.31.43.15.08
Fax :02.31.44.59.87

SCEA DU MONT ROTY
M.GUERARD Joël
Le Mont Roty
14240 LIVRY

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **36,36** ha situés sur les communes référencées ci-dessous :

| | |
|---|---|
| LIVRY | F 39 99 101 103 105 110 111- H 45 46 47 66 67 68 69 70 |
| LIVRY | F 12 15 108 112 113 114 116 |
| SAINT GERMAIN D'ECTOT | ZB 15 18 22 33 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le :18/07/16

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjointe au chef du service agricole

Agnès HURSAULT

10, boulevard général Vanier – CS 75224 – 14052 Caen cedex 4
tél : 02.31.43.15.00 – fax : 02.31.44.59.87
horaires d'ouverture : 9h - 11h45 / 13h30 – 16h30
courriel : ddtm@calvados.gouv.fr
internet : http://www.calvados.gouv.fr/

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet du Calvados

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Caen, le 26 juillet 2016

Service Agricole
Affaire suivie par : Stéphanie FILMONT
Mél : stephanie.filmont@calvados.gouv.fr
Tél :02.31.43.15.08
Fax :02.31.44.59.87

SOCIETE APANTAO
143 Route de Saint Lo
14240 CORMOLAIN

Maame,Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **0,57** ha situés sur les communes référencées ci-dessous :

| | |
|---|---|
| CORMOLAIN | C 157 158 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le :25/07/16

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame,Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjointe au chef du service agricole

Agnès HURSAULT

10, boulevard général Vanier – CS 75224 – 14052 Caen cedex 4
tél : 02.31.43.15.00 – fax : 02.31.44.59.87
horaires d'ouverture : 9h - 11h45 / 13h30 – 16h30
courriel : ddtm@calvados.gouv.fr
internet : http://www.calvados.gouv.fr/

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet du Calvados

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER

Service Agricole
Affaire suivie par : Stéphanie FILMONT
Mél : stephanie.filmont@calvados.gouv.fr
Tél :02.31.43.15.08
Fax :02.31.44.59.87

Caen, le 28 juillet 2016

GAEC des Fosses
Les Fosses
14220 COMBRAY

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **12,99** ha situés sur les communes référencées ci-dessous :

| | |
|---|---|
| LES LOGES SAULCES | B 34 72- ZA 7 8 10 |

**ACCUSE DE RECEPTION**

Dossier réceptionné complet le : 27/07/16

**Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).**

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjointe au chef du service agricole

Agnès HURSAULT

10, boulevard général Vanier – CS 75224 – 14052 Caen cedex 4
tél : 02.31.43.15.00 – fax : 02.31.44.59.87
horaires d'ouverture : 9h - 11h45 / 13h30 – 16h30
courriel : ddtm@calvados.gouv.fr
internet : http://www.calvados.gouv.fr/

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2016-11-23-006

# DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM27/SEATR/16-0039

*M CHEVALIER Thomas, n'est pas autorisé à exploiter sur les communes de VATTEVILLE-DAUBEUF PRES VATTEVILLE- LA ROQUETTE*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
NORMANDIE

**DECISION PORTANT SUR UN REFUS D'AUTORISATIOND'EXPLOITER**
**N° DDTM27/SEATR/16-0039**

**La Préfète de la région Normandie,**
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime,

**VU** la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

**VU** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des structures agricoles de la région Haute-Normandie,

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2016 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de sa section spécialisée,

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean CEZARD, Ingénieur Général des Ponts, des Eaux et des Forêts, en qualité de directeur régional de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt de Normandie,

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2016 portant subdélégation de signature,

**VU** les demandes présentées par Monsieur CHEVALIER Thomas demeurant à 24 rue de Bray, 27170 BARC, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une superficie totale de 33 ha 57 a 42 ca,

**VU** l'avis défavorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, lors de sa séance du 3 novembre 2016,

**CONSIDERANT** les objectifs fixés à l'article L331-1 du code rural et de la pêche maritime,

**CONSIDERANT** que les demandes de Monsieur CHEVALIER Thomas consistent en une installation à titre individuel, sur une surface de 33 ha 57 a 42 ca, dont 12 ha 76 a 22 ca issus de l'EARL de Roncherolles et 20 ha 81 a 20 ca issus de l'EARL de Senneville,

**CONSIDERANT** que cette demande vise à un agrandissement de Monsieur CHEVALIER Thomas, ce dernier participant en tant qu'associé exploitant aux entreprises suivantes :
- la SCEA de Cailly la Boulaye, dans laquelle il est associé avec Pascal CHEVALIER et Philippe CHAPLET sur une surface de 368 ha, soit une surface de 122 ha 66 a par associé,
- la SCEA CHEVALIER P&MN, dans laquelle il est associé avec Pascal CHEVALIER sur une surface de 439,48ha, soit une surface de 219 ha 74 a par associé,
- l'EARL DES BUQUETS, élevage porcin sans surface.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre en compte la situation de l'EARLde Roncherolles et de l'EARL de Senneville qui exploitent les terres sollicitées et qui s'opposent à ces demandes d'autorisation d'exploiter,



6, boulevard général Vanier – CS 95181 – 14070 CAEN CEDEX 5 - Tél. : 02 31 24 98 60 – Fax : 02 31 24 97 00
www.draaf.normandie.agriculture.gouv.fr – direction.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr

**CONSIDERANT** que l'EARL de Roncherolles, composée de Alain ROUSSELIN et Stéphane MAGNAN, met en valeur une surface de 153 ha 60 a 46 ca, avec un atelier de 20 vaches allaitantes,

**CONSIDERANT** que la surface de 12 ha 76 a 22 ca objet de la demande, actuellement mis à bail au profit de Monsieur Alain ROUSSELIN avec mise à disposition à l'EARL de Roncherolles, a fait l'objet d'un congé délivré en date du 30 octobre 2013 par les propriétaires, Monsieur Thomas CHEVALIER et Madame Hélène CHEVALIER, congé qui a été contesté par le preneur en place,

**CONSIDERANT** que la reprise de 12 ha 76 a 22 ca à l'EARL de Roncherolles amènerait celle-ci à 140 ha 84a 23 ca soit 70 ha 42 a par associé, ce qui est très proche de la dimension économique viable définie par le schéma directeur régional des exploitations agricoles de Haute-Normandie,

**CONSIDERANT** que cette reprise pourrait compromettre l'installation au sein de l'EARL de Roncherolles de Stéphane MAGNAN, réalisée en 2013,

**CONSIDERANT** que l'EARL de Senneville, société unipersonnelle de Christine REMY DE COURNON, met en valeur une surface de 269 ha 89 a, avec un salarié permanent et un salarié saisonnier,

**CONSIDERANT** que la surface de 20 ha 81 a 20 ca objet de la demande, actuellement mis à bail au profit de Madame Christine REMY DE COURNON, pour l'EARL de Senneville, a fait l'objet d'un congé délivré en date du 30 octobre 2013 par les propriétaires, Monsieur Thomas CHEVALIER et Madame Hélène CHEVALIER, congé qui a été contesté par le preneur en place,

**CONSIDERANT** que l'EARL de Senneville bénéficie d'un plan de redressement incluant la surface de 20 ha 81 a 20 ca objet de la demande,

**CONSIDERANT** que la reprise de ces 20 ha 81 a 20 ca compromettrait l'équilibre économique de l'EARL de Senneville,

**CONSIDERANT** que Monsieur CHEVALIER Thomas participe aux travaux de façon effective sur une surface totale de 342 ha 40,

**CONSIDERANT** que les preneurs en place répondent à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des exploitations agricoles de Haute-Normandie,

**CONSIDERANT** que ces reprises sont considérées comme agrandissement excessif au regard du schéma directeur régional des exploitations agricoles de Haute-Normandie et donc contraire aux orientations de ce même schéma,

**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, il y a lieu de refuser l'autorisation d'exploiter à Monsieur Thomas CHEVALIER, en application de l'article L 331-3-1.

**SUR** proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

## DECIDE

**Article 1er** : Monsieur CHEVALIER Thomas demeurant à 24 rue de Bray, 27170 BARC n'est pas autorisé à exploiter 33 ha 57 a42 ca, référencés comme suit :

- parcelles ZC 1, ZC 12, ZC 33 et ZA 21, situées sur la commune de VATTEVILLE,
- parcelles ZA 4, A 122, A 132 et B 24 situées sur la commune de DAUBEUF PRES VATTEVILLE
- parcelles ZA 74, ZA 75, ZA 81 et ZA 82 situées sur la commune de LA ROQUETTE.



6, boulevard général Vanier – CS 95181 – 14070 CAEN CEDEX 5 - Tél. : 02 31 24 98 60 – Fax : 02 31 24 97 00
www.draaf.normandie.agriculture.gouv.fr – direction.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr

**Article 2** : Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- recours gracieux devant la Préfète de la région Normandie,
- recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et la Forêt,
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen.

**Article 3** : Le secrétaire général, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires de Vatteville, Daubeuf Près Vatteville et La Roquette sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie des communes intéressées.

A CAEN , le 23 novembre 2016

P/la Préfète de la région Normandie,
et par délégation,

Le Directeur Régional de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Jean CEZARD



6, boulevard général Vanier – CS 95181 – 14070 CAEN CEDEX 5 - Tél. : 02 31 24 98 60 – Fax : 02 31 24 97 00
www.draaf.normandie.agriculture.gouv.fr – direction.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr